

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 17 février 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,4%

Le taux de croissance du PIB de
la Tunisie en 2024 selon l'INS

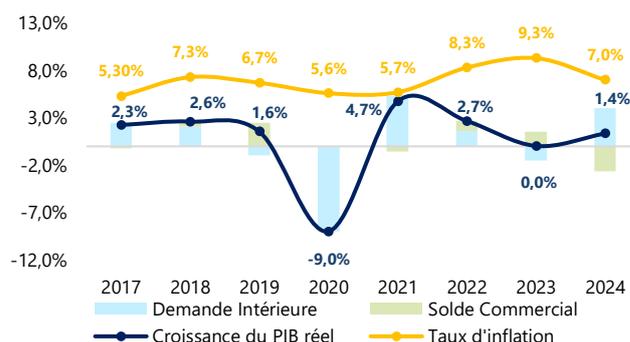
Tunisie

La croissance économique atteint
+1,4 % en 2024, portée par la reprise
du secteur agricole

Selon les [données préliminaires](#) de l'Institut National de la Statistique (INS), le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières, a progressé de 2,4% en glissement annuel (g.a.) sur le dernier trimestre de l'année. En conséquence, **le taux de croissance du PIB s'est établi à +1,4% sur l'ensemble de l'année 2024**, après avoir été nul en 2023. Cette reprise tient principalement au rebond de la production agricole (+8,3% à 8,2 Mds TND), qui n'a toutefois pas retrouvé son niveau de 2022 (9 Mds TND) après l'épisode de sécheresse de 2023 (-16% à 7,6 Mds TND). Les secteurs du tourisme (+6,8 % à 3,1 Mds TND) et du transport (+2,1 % à 5,5 Mds TND) ont également soutenu la croissance économique malgré une décélération par rapport à 2023 (respectivement +9,3 % et +4,3 %). À l'inverse, la production extractive de gaz et de pétrole

(- 18,1% à 1,7 Md TND) recule pour la 3^{ème} année consécutive et l'industrie textile se replie (-5,2% à 2,4 Mds TND) pénalisée par l'atonie de la demande européenne (-5,1% de baisse des exportations tunisiennes de textile en 2024). Du côté de la demande, la consommation domestique, principal moteur de la croissance (contribution positive de 4 points de pourcentage – p.p.), s'est redressée en 2024 (+3,8%), après la contraction de 2023 (-1,4%), dans un contexte de décélération de l'inflation (7% en moyenne en 2024, contre 9,3% en 2023). En revanche, le commerce extérieur a pesé sur la croissance (contribution négative de 2,7 p.p.), en lien avec la légère contraction des exportations (-0,8%) et la progression des importations (+4,6%). Pour 2025, le FMI anticipe une croissance de 1,6% alors que le gouvernement tunisien prévoit une croissance de 3,2%.

Evolution de la croissance annuelle du PIB et contribution des principales composantes, côté demande.



Source : INS

La réduction du déficit courant en 2024 soutenue par l'excédent de la balance des services

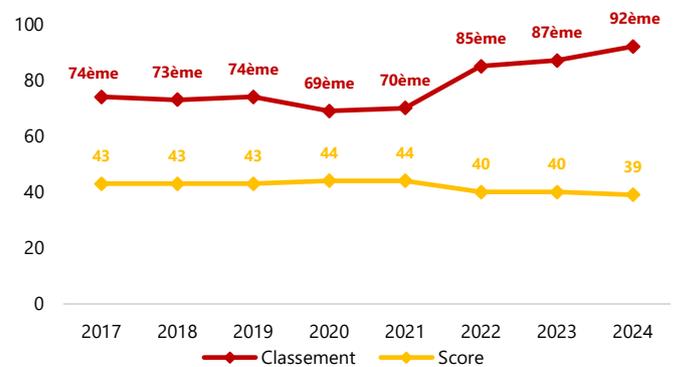
Selon les [dernières données](#) de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), **le déficit courant de la Tunisie s'est contracté en 2024 à 2,8 Mds TND, soit environ 1,7% du PIB, contre 3,5 Mds TND en 2023 (environ 2,3% du PIB).** Cette amélioration résulte : (i) de la hausse de l'excédent de la balance des services, qui s'établit à 22 Mds TND en 2024 (contre 21 Mds TND en 2023), portée par la bonne performance du solde des services liés au tourisme (+10,3% à 6 Mds TND) en lien avec le niveau record des entrées de non-résidents en 2024 (+9,5% à 10,3 M) ; (ii) de la hausse du solde des revenus primaires et secondaires, qui s'établit à 5,3 Mds TND en 2024 (contre 3,4 Mds TND en 2023), grâce à la croissance du solde des revenus du travail (+11,2% à 9,8 Mds TND), compensant largement le déficit du solde des revenus des investissements (5,2 Mds TND).

La Tunisie recule à la 92^{ème} place en matière de perception de la corruption

L'ONG Transparency International a publié, le 11 février 2025, [l'édition 2024](#) de l'Indice de perception de la corruption (IPC), qui classe 180 pays selon la corruption perçue dans le secteur public. Basé sur plusieurs sources indépendantes, il attribue un score entre 0 (corruption élevée) et 100 (corruption faible), un score plus élevé et un meilleur rang indiquant une moindre corruption perçue. Avec un score de 39/100, inférieur à la moyenne mondiale (43), la Tunisie se classe au 92^{ème} rang mondial en 2024, enregistrant un recul de 5 places par rapport à 2023 et de 18 places par rapport à 2019. Sur le continent africain, la Tunisie occupe la 15^{ème} place. En tête du classement figurent les Seychelles (1^{er} pays d'Afrique et 18^{ème} au niveau mondial), suivies du Cap-Vert (35^{ème} rang mondial) ainsi

que du Botswana et du Rwanda, qui partagent la 43^{ème} place mondiale. En Afrique du Nord, la Tunisie demeure le pays avec le meilleur niveau de perception de la corruption, devant le Maroc (99^{ème} rang mondial ; -1 place par rapport à 2023), l'Algérie (107^{ème} ; -2 places), l'Égypte (130^{ème} ; -5 places) et la Libye (173^{ème} ; -3 places). Transparency International [souligne](#) que le recul de la Tunisie et du Maroc dans le classement ces dernières années s'explique notamment par le déclin de la participation citoyenne et le renforcement de la répression des voix dissidentes, ciblant en particulier les journalistes, les opposants politiques et les organisations de la société civile.

Evolution de l'indice de perception de la corruption en Tunisie.



Source : Transparency International

Résultat du baromètre MIQYES sur les PME tunisiennes

Le 18 février 2025, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT) ont présenté les résultats du [baromètre MIQYES PME](#). Cette enquête, réalisée annuellement depuis 2016 auprès de 500 entreprises représentatives du secteur privé en Tunisie, aborde divers sujets liés à l'environnement des entreprises, aux conditions de marché, à l'accès aux financements et au climat des affaires. L'édition MIQYES 2024 montre que l'accès au financement reste un défi majeur pour les PME tunisiennes, avec 80,9% d'entre elles jugeant difficile l'obtention de crédits à long

terme alors que 63,4% des demandes de financement bancaire sont acceptées, contre 85,5% pour les demandes de *leasing*. Sur le plan commercial, la conquête de nouveaux marchés atteint son plus bas niveau depuis 2016, tandis que la participation aux marchés publics recule, avec seulement 23,9% des PME ayant remporté des contrats. Toutefois, l'engagement environnemental progresse, 36,1% des PME ayant adopté au moins une initiative RSE ou Green, et 61,3% d'entre elles estiment que ces actions ont eu un impact positif sur leur activité. Sur le plan économique, elles sont un tiers à avoir enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires et presque la même proportion (31%) une baisse, un nombre toutefois nettement inférieur à 2022 (41%). Au final, deux tiers des PME ont réalisé des bénéfices en 2023, une part relativement stable depuis 2016. Enfin, la complexité administrative et la réglementation fiscale demeurent les principaux défis selon les PME interrogées. A cet égard, elles plaident pour une réduction de la charge fiscale et une simplification des procédures administratives.

Lancement de la 5G en Tunisie

Les trois opérateurs de télécommunications présents sur le marché tunisien, Tunisie Telecom, Orange et Ooredoo, ont lancé leurs offres 5G le 14 février 2025 faisant de la Tunisie le 1^{er} pays d'Afrique du Nord à déployer cette technologie. Ces opérateurs avaient signé le 30 novembre dernier à la chefferie du gouvernement des accords d'attribution des licences pour l'établissement et l'exploitation des réseaux mobiles de 5G conformément à la feuille de route 5G adoptée en juin 2024 par le Ministère des Technologies de la Communication. Les forfaits proposés par les trois opérateurs varient entre 0,8 et 2 TND/Go. Avec ses 12 M d'abonnés à l'internet mobile, la Tunisie, qui souhaite se positionner

comme un hub technologique régional, marque une nouvelle étape vers le renforcement de sa connectivité.

Signature d'un FEXTE Colza de 828 000 EUR

Un projet FEXTE (Fonds d'expertise technique et d'échange d'expériences) d'un montant total de 828 000 EUR (soit 2,7 M TND) a été conclu ce 18 février 2025 à Tunis, pour le développement de la filière agricole du colza en Tunisie avec l'appui de l'expertise française. Ce projet a été signé par l'Association pour l'agriculture durable (APAD), l'Association française AGROPOL et l'Agence française de développement (AFD) et s'inscrit dans la coopération agricole entre la France et la Tunisie, encadrée par un accord de partenariat renouvelé en juin 2021. Bénéficiant d'une subvention de l'Etat français de 600 000 EUR (soit 2 M TND) complétée par une contribution de 228 000 EUR apportée par AGROPOL, ce projet FEXTE d'une durée de deux ans permettra de mieux structurer la filière colza et de stimuler le développement de cette culture qui offre une alternative durable aux importations de soja et une réponse stratégique au double défi de la souveraineté alimentaire et de la transition agroécologique en Tunisie.

Le projet comprendra : (i) la mise en place d'un système d'information sur la filière ; (ii) l'animation d'un dialogue entre les différents acteurs pour structurer la filière ; (iii) l'élaboration d'un plan de développement de la filière ; et (iv) la définition et le financement d'actions prioritaires pour son expansion future.

Créé en 2014, le FEXTE est un instrument financé par la Direction générale du Trésor et mis en œuvre par l'Agence française de développement (AFD), qui permet de réaliser des projets de coopération technique dans les pays d'intervention de l'AFD en mobilisant l'expertise et le savoir-faire français et

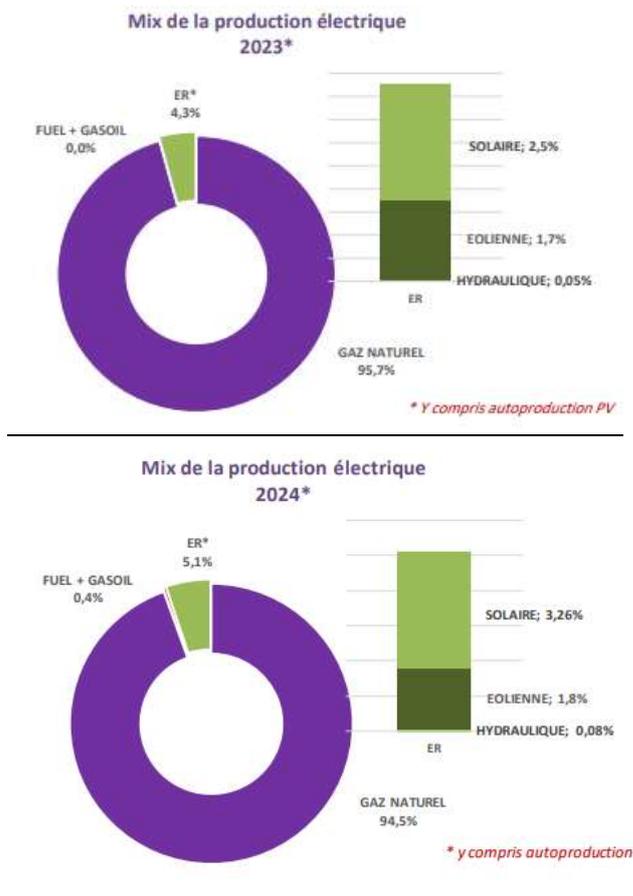
susceptibles de générer des retombées économiques pour la France. Ces dernières années, environ une quarantaine d'opérations FEXTE sont engagées chaque année dans le monde.

La facture énergétique s'alourdit en 2024

Selon [le rapport de l'Observatoire national de l'Energie et des mines \(ONEM\) sur la conjoncture énergétique pour l'année 2024](#), le déficit de la balance énergétique s'est creusé de 19% en 2024 pour atteindre -10,7 Mds TND, contre -9 Mds TND en 2023. Pour cause, le pays a connu en 2024 une hausse de 6% en valeur par rapport à 2023 de ses importations de produits énergétiques, notamment de gaz naturel (+13%) qui s'explique par une hausse du prix du gaz algérien de 19% en moyenne sur un an en 2024. D'autre part, les exportations ont baissé de 23%, du fait de la baisse des exportations de GPL (-60%) et de pétrole brut (-18%, en partie expliquée par une baisse de la production nationale de 13% sur un an. Le taux d'indépendance énergétique, qui représente le ratio des ressources d'énergie primaire par la consommation primaire, s'est situé à 41% en 2024 contre 48% en 2023. Alors que, sans comptabilisation de la redevance sur le gaz algérien, le taux d'indépendance énergétique se limiterait à 31% en 2024 contre 38% durant 2023.

Enfin, sur l'électricité, la production nationale d'électricité a connu une légère baisse de 2% soit 20 M GWh. Suite à la mise en service de plusieurs centrales solaires et au développement de capacités d'autoproduction, la part du renouvelable représente 5,1% du mix électrique en 2024 (contre 4,3% en 2023). Les achats d'électricité en provenance de l'Algérie ont quant à eux couvert 14% des besoins du marché local en 2024.

Evolution du mix électrique de la Tunisie.



Sources : Conjoncture énergétique 2024 et 2023 - ONEM

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,5	52,6	54,7
Croissance du PIB réel, en %	0,0	1,6	1,6
Taux d'investissement, en % du PIB	12,3	11,2	10,8
Taux d'épargne, en % du PIB	9,6	7,6	7,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	9,3	7,1	6,7
Solde budgétaire, en % du PIB	-6,9	-5,9	-5,1
Recettes publiques, en % du PIB	28,7	28,5	28,1
Dépenses publiques, en % du PIB	35,5	34,5	33,3
Dette publique, en % du PIB	82,4	83,7	84,3
Solde courant, en % du PIB	-2,7	-3,5	-3,4
Réserves de change, en Mds USD	9,1	8,7	7,7
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC-/CAA2 négatif	CCC+/CAA2 stable	-

Sources : World Economic Outlook Database (octobre 2024), FMI

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T4 2024	+2,4%	+0,7 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2024	16,0%	0,0 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Jan-2025	6%	-0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 10/02/2025	648 M TND	+6% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 10/02/2025	879 M TND	+7% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Au 19/02/2025	8,0%	0,0 p.p.
Réserves de change, en jours d'importation	Au 19/02/2025	100 jours	-5 jours
USD/TND	Au 18/02/2025	3,17	+1,16%
EUR/TND	Au 18/02/2025	3,32	-1,65%

Sources : INS, BCT

Libye

Rencontre entre le gouverneur de la BCL et la Banque Mondiale

Le Gouverneur de la Banque centrale de Libye (CBL), Naji Issa, a rencontré une délégation de la Banque mondiale le 19 février à Tripoli pour échanger sur les réformes économiques visant à stabiliser le système financier du pays. Les échanges, dirigés par Osman Dione, Vice-Président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ont porté sur des initiatives telles que l'amélioration de la transparence, la transformation numérique et l'efficacité des dépenses publiques. Des échanges ont également eu lieu sur un appui technique et consultatif de la Banque mondiale à la Libye, incluant une étude approfondie du paysage économique libyen. La délégation a souligné l'importance de l'indépendance de la Banque centrale et a salué ses efforts dans la mise en œuvre de réformes structurelles.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	44	44,8	48
Croissance du PIB réel, en %	10,2	2,4	13,7
Production de pétrole brut, en M de barils par jour	1,2	1,2	1,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,4	2,0	2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	8,2	-4,8	-2,1
Solde courant, en % du PIB	14,6	11,1	12,5
Exportation de pétrole brut, en M de barils par jour	1,0	1,0	1,1
Réserves de change, en Mds USD	78,4	76,3	75,2

Sources : World Economic Outlook Database, Regional Economic Outlook Statistical Appendix (octobre 2024), FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.